Paix et solidarité.

Pour un débat digne et serein autour des réfugiés en France

mercredi, 5 octobre 2016

Des coups de feu ont été tirés dans la nuit du 4 octobre dernier sur les bâtiments du centre de vacances CCAS de Saint-Brévin-Les-Pins (Loire-Atlantique).

C'est avec la plus grande fermeté que nous condamnons cette lâche tentative d'intimidation.

La confédération CGT et l'ensemble de ses fédérations expriment leur plus profonde indignation et apportent leur total soutien à la CCAS, à ses élu-es et aux salarié-es de la Caisse centrale des Activités Sociales des personnels des Industries Electriques et Gazières.

La décision unanime des membres du conseil d'administration de la CCAS, comme de nombreux autres comités d'entreprise, de participer, sous la responsabilité des services de l'Etat, à l'accueil d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant les zones de guerre au péril de leur vie est un acte politique courageux digne des valeurs de solidarité, d'entraide et de paix portées par le mouvement syndical.

Les déclarations de différentes personnalités politiques, oublieuses de leurs responsabilités et de celle de la France à l'égard du droit d'asile, nourrissent un climat délétère, excitent les peurs et provoquent la haine. Il s'agit du terreau sur lequel prospèrent de tels actes. Les propos racistes et xénophobes doivent cesser !

Montreuil, le 5 octobre 2016